



Commerce
Équitable
France

**UNIVERSITÉS D'AUTOMNE DU
COMMERCE ÉQUITABLE 2017**



Atelier : commerce équitable & labels :

Le point sur les récentes évolutions des labels de commerce équitable et la réglementation française.

Cliquez sur les images pour accéder aux présentations.



SPP France



WFTO



Biopartenaire



Ecocert Fair for Life



Max Havelaar

Table-ronde : commerce équitable & genre :

Les productrices de commerce équitable sont-elles des petits producteurs comme les autres ?

animée par Emilie DUROCHAT,
Responsable Partenariats & Développement
chez Commerce Equitable France

Une table ronde pour :

- > Mieux comprendre les liens existants entre l'égalité femmes-hommes et le développement durable, et la place des femmes dans le monde agricole.
- > Découvrir les mouvements sociaux et féministes dans les pays du Sud, qui luttent contre les discriminations de genre et soutiennent les droits des femmes.
- > Identifier les leviers pour agir en faveur de l'égalité femmes-hommes dans le commerce équitable.

Cette table-ronde fait suite à la première session de formation qui s'est tenue lors des Universités d'Eté du Commerce équitable en septembre 2016 et s'inscrit dans la stratégie « *genre et commerce équitable* » validée par le Conseil d'administration de Commerce Equitable France en novembre 2017.



INTRODUCTION

Ces dernières années, les droits des femmes ont avancé dans tous les pays (sauf en Afghanistan et dans les pays en guerre). Néanmoins, les inégalités et discriminations de genre restent importantes dans le monde entier. Les violences sexuelles faites aux femmes concernent 1 femme sur 3 dans le monde (cf. les récents mouvements « Me too » et « Balance ton porc » en France pour dénoncer les hommes ayant commis des agressions sexuelles). 30 000 fillettes sont mariées de force par jour dans le monde. En ce qui concerne l'accès à l'éducation, 2/3 des personnes analphabètes dans le monde sont des femmes, ce qui représente 493 millions de femmes. Les inégalités de salaires persistent : on constate 24% d'écart de salaire entre les hommes et les femmes dans le monde. Cette année, les femmes commencent à travailler « bénévolement » à compter du 3 novembre à 11h44. L'accès aux responsabilités politiques restent difficiles pour les femmes : seulement 22% des parlementaires dans le monde sont des femmes.

Comment se manifestent les inégalités femmes-hommes en Inde, au Bénin et en France ? Comment expliquer ces inégalités ?

Regards croisés de trois femmes :



Kamala MARIUS, chercheure et maîtresse de conférences à l'Université Bordeaux Montaigne.

université
de BORDEAUX

Elle a beaucoup travaillé sur la question des inégalités de genre dans les filières agricoles et dans le monde de la microfinance en Inde. Au-delà de la question du rôle du microcrédit dans la lutte contre la pauvreté, c'est la question du processus d'empowerment des femmes dans le contexte des « self help groups » (groupes d'entraide) qui a fait l'objet de ses travaux de recherche.

Kamala MARIUS est l'auteure d'un ouvrage intitulé *Les inégalités de genre en Inde, regards au prisme des études féministes postcoloniales*, paru chez Karthala en 2016.

Kamala MARIUS situe les inégalités de genre¹ à plusieurs échelles. Sa thèse sur **les enjeux de la révolution verte en Inde**, publiée dans les années 80, met en lumière **l'invisibilisation des femmes paysannes** pourtant majoritairement mobilisées dans le secteur agricole. Elle observe qu'un scénario identique se produit dans l'industrie du cuir « où là on constate encore une présence très importante des femmes travaillant dans des conditions extrêmes et sujettes au même manque de reconnaissance » souligne-t-elle.

Malgré une croissance économique atteignant 8% en Inde, on considère que **seulement 1/3 des femmes travaillent**. Les autres sont invisibles, car elles sont cantonnées au secteur informel (telles que l'agriculture).

Ses travaux sur les enjeux du microcrédit ont révélé que les **¾ des prêts effectués dans le cadre des microcrédits sont réservés aux femmes** tandis que les prêts bancaires de montants plus importants sont quasi exclusivement attribués aux hommes.

Le point de départ de ses recherches vient d'un constat : l'Inde est le pays au monde où l'on recense le déséquilibre le plus important entre le nombre d'hommes et de femmes (933 femmes pour 1000 hommes). L'économiste indien Amartya Sen identifie ce phénomène de « **missing women** ». .

Cette situation a été aggravée par le **malthusianisme** des institutions internationales qui ont lancé des programmes de planning familial qui, en limitant le nombre de naissance, ont **renforcé ce déséquilibre**. Les femmes sont considérées comme un fardeau financier pour de nombreuses familles indiennes. En effet, le principe de la **dot** qui consiste pour la famille de la fille à verser une somme d'argent très conséquente ainsi que des biens matériels à sa belle famille lors de son mariage, est la **première cause d'endettement en Inde**.

¹Thèse disponible en ligne

Ainsi, de **nombreux cas d'infanticides** ont été recensés dans le pays : **38 millions d'individus de sexe féminin ont soit été avortés** avec l'aide de cliniques privées (proposant parfois des packages échographie + avortement du fœtus fille pour des prix allant de 85 à 170 euros), soit été tués à la naissance ou abandonnés en bas âge.

Les discriminations de genre sont très marquées en Inde, société profondément patriarcale, et sont observables notamment à travers l'accès à la terre et à l'héritage.

« Traditionnellement en Inde, ce sont les fils qui assurent les rites funéraires et les hommes possèdent exclusivement la terre ainsi que le patrimoine familial. Paradoxalement on ne recense que 2 à 3% de femmes propriétaires de terres alors qu'elles sont les plus présentes dans le secteur agricole. » précise la chercheuse.

« Cette situation, qui est toujours d'actualité, est l'héritage de lois millénaires » ajoute-t-elle *« et ce, malgré le vote en 2005 de lois les autorisant à posséder des terres. »*

L'accès au financement a longtemps constitué une difficulté pour les Indiennes. Durant la révolution verte, les crédits étaient exclusivement accordés aux chefs de famille alors que la plupart n'honoraient pas leurs dettes. *« C'est dans ce contexte que des microcrédits ont été attribués aux femmes qui, contrairement aux hommes, remboursent leurs crédits »* explique la chercheuse. On constate en effet qu'en Inde, les microcrédits sont accordés à 90% aux femmes et que 95% d'entre elles honorent leurs dettes grâce à l'appui des **« self help groups »**. Ce sont des groupes de femmes rurales solidaires d'une vingtaine d'épargnantes et d'emprunteuses, qui **permettent à leurs membres d'accéder à des services d'épargne, de crédit et dans certains cas d'assurance**. Les **« self help groups »** sont de véritables **plates-formes d'empowerment**.

« La société indienne fait coexister de nombreux paradoxes. C'est une société patriarcale qui abrite de nombreux mouvements féministes où de grandes figures telles que Indhira Gandhi ou Vandana Shiva sont nées. De nombreuses lois visant à l'éradication des inégalités hommes-femmes sont votées et on voit de plus en plus de femmes occuper des postes à haute responsabilité ».

C'est la raison pour laquelle *« il est essentiel d'avoir une grille de lecture intersectionnelle lorsqu'on étudie la problématique du genre qui est indissociable des problématiques religieuse et sociale »*. En effet, l'appartenance religieuse et sociale d'une femme peut avoir une grande influence sur son degré d'émancipation : par exemple la question des inégalités femmes-hommes se pose moins chez les Chrétiens qui pour la plupart ont favorisé l'accès à l'éducation des femmes. Néanmoins, la prégnance de l'hindouisme, induisant une segmentation de la société en castes et déterminant des rôles genrés dans la société, contribue à creuser les inégalités de sexe. Ainsi, les femmes appartenant aux castes les plus basses et vivant en zones rurales accumulent des handicaps les exposant à de fortes discriminations tout au long de leur vie.

Intersectionnalité ?

Ce concept sociologique désigne la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de domination ou de discrimination au sein d'une société. Cette approche offre un nouvel espace de visibilité aux femmes victimes à la fois de sexisme et de racisme, de sexisme et d'homophobie, de sexisme et de classisme etc.



Carole TAWEMA, entrepreneuse franco-béninoise



Fondatrice et directrice de la marque de cosmétiques bio et équitable KARETHIC. Sa marque de cosmétiques propose une large gamme de produits dont l'ingrédient principal est le beurre de karité vierge (non raffiné, non traité), obtenu en partenariat avec des coopératives de productrices réunissant 500 femmes au nord du Bénin.

Pour Carole TAWEMA, entrepreneuse, la **difficulté d'accès au foncier** ainsi que **l'exclusion des femmes de l'héritage familial** sont des traits communs entre les femmes indiennes et béninoises.

« Lorsque ma sœur a voulu posséder un terrain, elle a dû se déguiser en homme pour qu'on puisse le lui céder ! ». Cette anecdote traduit une réalité au Bénin où les **inégalités et discriminations de genre demeurent très importantes.**

Les femmes rurales au Bénin jouent un rôle crucial dans la production agricole et représentent une part considérable de la main d'œuvre. **Actives à toutes les étapes de la production** et contribuant à la sécurité alimentaire de leurs communautés, elles pâtissent pourtant du même **manque de reconnaissance de leur travail.**





Josette FOURNIE est agricultrice biologique dans la Drôme et membre du conseil d'administration de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique.



Après des études supérieures brillantes et une expérience professionnelle à la commission européenne, Josette Fournie s'est spécialisée dans l'agriculture biologique en élevage laitier avec transformation sur la ferme. Aujourd'hui, elle est en GAEC avec sa fille sur une ferme en vache allaitante et accueil.

En France aussi, les inégalités existent aussi entre les hommes et les femmes au sein du monde agricole.

« Aujourd'hui, alors que près de 30% des fermes françaises sont dirigées par des femmes - souvent plus diplômées que les hommes, celles-ci sont ultra minoritaires dans les instances de gouvernance des syndicats, des coopératives ou des chambres d'agriculture, etc. » explique Josette FOURNIE.

Les agricultrices en France font face à des difficultés ou **des discriminations de genre** relatives à :

- **L'accès au foncier**, qui représente encore un véritable obstacle pour les femmes. En effet, les propriétaires fonciers favorisent plus souvent les acquéreurs masculins.
- **L'accès aux prêts bancaires est tout aussi malaisé** pour une grande partie des femmes : les banquiers émettent plus souvent des réserves sur la viabilité et la pérennité de leurs projets d'installation.
- Des **conceptions d'ordre culturelles ou psychologiques**. L'accueil est parfois méfiant, on les teste comme par exemple sur leur capacité à conduire un tracteur.

Pour Josette FOURNIE, la question du statut accordé aux femmes au sein des exploitations est indissociable de la **(dé)valorisation des tâches ménagères dans les consciences collectives**. Celles-ci sont pourtant déterminante pour le bon fonctionnement d'une ferme – y compris pour la pérennité de son modèle économique.



Elle illustre cette **mésestime** par une remarque à laquelle sont confrontées beaucoup de femmes : « **elle est femme au foyer, elle ne travaille donc pas !** »

L'agricultrice souligne également que la **priorisation des besoins domestiques et du bien-être de la famille** est souvent une source de **tensions au sein des couples d'agriculteur.rice.s.**

« Alors que j'avais fait des études supérieures, que j'avais moi-même fait le choix de devenir agricultrice et que je bénéficiais d'un statut agricole, je n'ai pas toujours réussi à faire entendre mes priorités d'investissement sur notre ferme avec mon époux ».

Josette FOURNIE reconnaît que pour de nombreuses femmes agricultrices, « **il est impossible d'avoir un réel statut.** Les femmes ne bénéficient d'une maigre retraite que depuis peu et leurs travaux domestiques au sein des fermes restent non rémunérés ».



En conclusion, on constate qu'il existe aujourd'hui, que ce soit en Inde, au Bénin ou en France, des inégalités et discriminations de genre dans les domaines qui concernent directement le commerce équitable (agriculture, filières artisanales, foncier, accès aux financements, etc.)



Egalité femmes-hommes & émancipation des femmes : quels sont les leviers d'action ?

La question qui se pose est celle de nos leviers d'actions : que pouvons-nous faire pour avancer ? Quelles solutions concrètes peut-on apporter ?

On entend parfois au sein des entreprises de commerce équitable, comme dans les ONG, des réticences à intervenir sur les questions de genre car certain.e.s craignent d'imposer un modèle de société « du Nord » aux pays du Sud. Qu'en pensez-vous ? Quelle est le rôle des associations de femmes ou féministes dans ce combat ? Faut-il les soutenir ?

Carole TAWEMA identifie deux leviers d'action essentiels à l'autonomisation des femmes que sont **l'éducation et le pouvoir économique**.

« Contrairement à l'image qui est véhiculée, les femmes dans le milieu rural ne peuvent pas être uniquement considérées comme des victimes. Elles sont la clé du développement et il est important de les soutenir car ce sont des entrepreneures sociales ! »

Carole TAWEMA rappelle que ce soutien indispensable à **l'autonomisation des femmes rurales** ne peut se faire qu'en répondant à leurs demandes et non pas en leur imposant un modèle de développement. *« Karethic a suivi des femmes pendant 4 ans afin d'identifier leurs besoins. »*



L'entreprise sociale a permis de **changer la vie de 500 productrices** de karité dans le nord du Bénin en leur offrant un **prix rémunérateur pour la collecte des noix** et un **salairé digne pour la transformation du beurre de karité**. Carole TAWEMA identifie un véritable **effet de levier permis par le travail de Karethic**, dont les bénéfices au sein de la communauté de femmes suscitent un intérêt croissant de leur part.

« Nous considérons que nous réussissons à faire bouger les lignes quand certains hommes nous disent : je veux avoir des filles parce que je veux qu'elles deviennent comme vous [Carole et sa sœur]. »

Karethic a mis en place une **conditionnalité avec les femmes productrices** avec lesquelles l'entreprise travaille : **l'obligation de scolariser leurs filles sous un délai maximum de 2 ans** afin d'avoir le statut de membre d'une coopérative. Ainsi, **1500 jeunes filles ont pu être scolarisées sous l'action de Karethic**.

« Le meilleur levier de développement c'est l'éducation. En Afrique, à partir du moment où elles sont lettrées, les femmes sont présentes dans les instances du pouvoir et elles sont capables de faire bouger beaucoup des choses ! »

Kamala MARIUS distingue pour sa part l'éducation et la microfinance comme leviers indispensables d'empowerment pour les femmes.



Elle souligne que c'est à travers la microfinance que les femmes ont pu **renforcer leur pouvoir au sein de la société indienne**. Les groupements de femmes non mixtes qui se sont créés leur ont permis d'**échanger sur les problèmes qu'elles rencontraient** et leur ont donné des motifs pour **mener des actions communes et concrètes**.

La libération du débat autour de l'égalité homme-femme en Inde a eu pour conséquence majeure la mise en place de **lois imposant la parité dans les instances politiques**. Grâce à cela, aujourd'hui, **56% des sièges aux conseils élus sont pourvus par des femmes**.

« Imposer l'égalité a permis l'éclosion d'un débat autour de ces questions et de lever le voile sur cette problématique. L'inclusion des hommes dans le processus est indispensable car on ne peut pas combattre les inégalités de genre sans eux. »



Le féminisme est très ancien en Inde. Il a existé dans l'histoire de l'Inde de nombreuses **poches de résistances féministes**. Par exemple, l'état du Kérala est un endroit où les femmes sont plus alphabétisées que les hommes, où elles sont plus nombreuses et où il existait des sociétés matri-linéaires avant la colonisation.

Il existe aujourd'hui de **très nombreux mouvements féministes en Inde** : des féminismes indigènes qui se réapproprient les mythes hindous qui mentionnent de nombreuses déesses, des féminismes musulmans, des initiatives féministes telles que le gang en sari rose de Sampat Pal Devi, des féminismes écologistes avec Vandana Shiva, etc.

« La recherche d'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas un concept que les pays du Nord souhaite imposer aux pays du Sud. De nombreux mouvements féministes en Inde et dans le monde se battent pour faire avancer les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes ! »

Josette FOURNIE identifie le levier de la **formation/éducation** et celui de la **valorisation économique du travail domestique effectué par les femmes**.

Elle identifie un enjeu à **revaloriser le statut des femmes dans le monde agricole** qui « ont enfin pu acquérir un statut social à travers la reconnaissance officielle de conjoint collaborateur »... une victoire pour les femmes dont la contribution aux travaux agricoles invisibles est désormais reconsidéré.

Si elle juge important d'avoir une **grille de lecture intersectionnelle** et adaptée à chaque contexte, Josette FOURNIE insiste néanmoins sur l'importance d'**adopter des éléments de langages communs en lien avec la reconnaissance du travail domestique des femmes dans l'agriculture**.



CONCLUSION

Il existe donc des solutions très concrètes pour faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes : **éducation, formation, pouvoir économique**, etc. Ces leviers sont inscrits dans les principes du commerce équitable. A notre mouvement de mieux les prendre en compte pour s'assurer que **le commerce équitable** devienne véritablement un **outil d'empowerment des productrices, comme des producteurs, et un accélérateur d'égalité !**

Les normes sociales ne sont pas figées : elles évoluent sans cesse, sont le produit des interactions entre les individus. **Nous devons outiller les acteurs de notre mouvement** (entreprises, organisations de producteurs, ONGs d'appui, associations de consommateurs) pour que **le commerce équitable contribue à faire évoluer les normes sociales qui perpétuent les inégalités**.

En bref :

LES INEGALITES DE GENRE PERSISTENT DANS LE MONDE

- 1 femme sur 3 victime de violences sexuelles
- 2/3 des personnes analphabètes sont des femmes
- 24% d'écart de salaire entre les hommes et les femmes
- 22% de parlementaires femmes



LA CULTURE : UNE CONSTRUCTION EN EVOLUTION PERMANENTE

- Les normes sociales ne sont pas figées
- La culture est le produit des interactions permanentes entre les individus
- Il existe des mouvements progressistes en faveur de l'égalité femmes-hommes au Sud



LES LEVIER POUR AGIR

- Encourager l'éducation des filles et des femmes
- Connecter les femmes aux chaînes de valeur
- Soutenir les mouvements progressistes/féministes existants dans les pays du Sud
- Être à l'écoute des besoins formulés par les productrices

Crée en 1997, Commerce Équitable France réunit une trentaine d'organisations françaises du secteur : entreprises engagées, labels, réseaux de distribution, associations de consommateurs et d'éducation à la citoyenneté mondiale, organisations de solidarité internationale et acteurs de la recherche et de l'enseignement. Le collectif promeut et défend le commerce équitable en France et à l'international pour accompagner les transitions écologiques et sociales des modes de production et de consommation. Il agit également pour plus d'équité dans toutes les relations économiques en vue de d'encourager la justice sociale, les droits humains et la protection de l'environnement.

Suivez-nous sur :



Commerce Equitable France



@EquitableFrance



Commerce Equitable France

commerceequitable.org



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme



AFD



This project is funded
by the European Union